

A mon avis, il n'existe pas de solutions globales à nos problèmes économiques et sociaux. Toutefois, ne mettons pas tous nos œufs dans le même panier, car lorsque nous l'échapperons, nous aurons une jolie omelette. C'est ce qui nous arrive aujourd'hui.

Le vendredi 11 décembre 1970, on pouvait lire en première page du journal *Le Nouvelliste* de Trois-Rivières le titre suivant «476,000 chômeurs au Canada et le Québec détient le championnat du chômage au pays». Qu'on me permette de citer une partie de cet article fort éloquent sur notre situation:

Le nombre de chômeurs canadiens a augmenté de 57,000 pour atteindre 476,000 en novembre dernier, a fait savoir jeudi le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration et le Bureau fédéral de la statistique dans une communication conjointe.

Cette augmentation du nombre des sans-travail a porté le taux brut du chômage à 5.7 p. 100, alors qu'il était de 5 p. 100 en octobre.

Quant à la situation de la main-d'œuvre, on précise qu'elle peut varier d'octobre à novembre. Toutefois le nombre de personnes employées est tombé à 7,924,000 en novembre, soit 69,000 de moins qu'en octobre.

Et ce n'est pas uniquement un mal propre à la province de Québec.

Monsieur l'Orateur, le même problème se retrouve de façon aussi aiguë dans toutes les provinces. Voilà—et je le dis sans ambages—l'échec total de la politique économique du gouvernement actuel.

Voilà pourquoi je propose, avec l'appui de mes collègues du Ralliement créditiste, la motion suivante:

Que cette Chambre blâme le gouvernement d'avoir fait naître de faux espoirs aux jeunes de 16 à 24 ans, en leur affirmant que l'instruction était une affaire payante alors que les jeunes qui sortent des écoles et des universités ne trouvent pas à employer leurs énergies et à faire profiter la population de leur science acquise, parce qu'en même temps...

Et c'est là qu'on constate, monsieur l'Orateur, l'incompétence des vieux partis sur le plan économique.

... parce qu'en même temps le gouvernement n'a pas su mettre en place des mécanismes financiers, tels l'escompte compensé et le dividende national, afin de faire profiter les masses de cet enrichissement collectif que constitue une jeunesse instruite et mieux outillée que les générations précédentes pour produire plus efficacement, plus abondamment et à meilleur compte et assurer un plus grand bien-être à tous les Canadiens.

En effet, le nombre de chômeurs a augmenté de 44,000 en Ontario, de 28,000 en Colombie-Britannique, de 25,000 au Québec et de 23,000 dans les provinces des Prairies. Il ne s'agit donc pas d'un phénomène exclusivement québécois, mais d'un phénomène national.

Le taux de chômage au Québec est passé de 6.8 à 7.2 p. 100. Ce n'est pas que le gouvernement du Québec néglige ce problème. En effet, ce gouvernement fantôme s'est fait élire précisément en promettant «100,000 jobs». Ce projet s'est avéré jusqu'ici un échec. Au fait, dans son dernier rapport annuel, le conseil économique du Canada estimait que 3,000 emplois seulement seraient créés au Québec, au cours de cette année, ce qui représente un bilan lamentable! Mais aujourd'hui, il en faudrait 168,000 pour reprendre en main la situation.

Le gouvernement fédéral, avec sa politique anti-inflationniste, a contribué directement à accroître le taux du chômage dans le Canada tout entier. La politique écono-

[M. Fortin.]

mique du gouvernement dirigé par le premier ministre actuel (M. Trudeau) a conduit à un échec total.

Pour montrer les défauts de la politique économique des libéraux, qu'il suffise de rappeler qu'en même temps qu'on produisait des diplômés, il aurait fallu tout au moins créer un nombre d'emplois correspondant, ce que le gouvernement a négligé de faire.

Monsieur l'Orateur, la revue spécialisée *Supply and Demand* note que le nombre des emplois destinés aux diplômés d'universités n'a augmenté que de 3.4 p. 100 depuis 1969, alors que le nombre des diplômés a connu un accroissement de 10 p. 100 au cours de la même période, augmentant deux fois plus rapidement, sinon davantage, que le nombre d'emplois disponibles.

Quant à la province de Québec, le ministère du Travail estimait, il y a un mois, que 48,000 diplômés des CEGEP ne trouveront pas l'an prochain les emplois convenant à leur niveau d'instruction.

Cette situation est grave, voire bouleversante, si l'on songe que ceux qui en sont victimes sont ceux-là mêmes à qui on avait promis une société de bonheur, où ils trouveraient liberté et sécurité, car leurs diplômés, disaient-on, allaient leur assurer un emploi stable. Mais aujourd'hui, ces mêmes diplômés assurent quoi? L'oisiveté, la déception et le désespoir. Pourquoi? Parce que le gouvernement actuel n'a tout simplement pas de politique monétaire.

Et nos gouvernements sont directement responsables de cette situation qu'ils ont créée de toutes pièces.

[Traduction]

Monsieur l'Orateur, le plus grand mythe de l'après-guerre a été de croire que des études plus poussées assureraient des emplois plus nombreux et plus avantageux. Nous avons déjà étudié les résultats que cela a donnés dans le cas des jeunes qui, en toute innocence, ont cru à ce mythe. Des emplois plus nombreux, monsieur l'Orateur? Des emplois plus avantageux? Ils n'ont pas d'emploi du tout! Mais, ce qui est encore plus lourd de conséquences pour le pays, c'est que les gouvernements ont cru à ce mythe et, en conséquence, chaque gouvernement, depuis Terre-Neuve jusqu'en Colombie-Britannique, a dépensé sans compter pour l'éducation. Le gouvernement d'Ottawa battait la marche, payant 50 p. 100 des frais d'exploitation des universités canadiennes et finançant le régime canadien de prêts aux étudiants.

Le Conseil économique du Canada nous apprend que l'éducation constitue le plus important poste de dépenses des gouvernements dans notre pays. Déjà, les capitaux, publics et privés, consacrés à l'éducation dépassent 5 milliards de dollars. Et quel est le résultat? Les diplômés d'université sont incapables de se trouver du travail. Il en coûte \$40,000 pour doter quelqu'un d'un doctorat, et pourtant M. Frank Kelly, conseiller scientifique au Conseil des sciences du Canada, a déclaré le mois dernier que la moitié de ceux qui obtiendront ce diplôme l'année prochaine ne trouveront pas d'emploi au printemps.

Monsieur l'Orateur, quelqu'un a quelque part commis une horrible erreur. Malgré les milliards de dollars affectés à l'enseignement, les étudiants ne peuvent se trouver du travail. Le gouvernement les a laissés tomber. Et ce qui est grave, beaucoup plus grave, il a laissé tomber les